

Samuel Paty : respecter sa mémoire, son travail, c'est respecter le métier d'enseignant

Communiqué de la Commission Education du Pole de Renaissance Communiste en France

Il y a 10 jours, notre collègue, Samuel Paty, était lâchement assassiné par un fanatique, manipulé. Sa signature criminelle liait cet assassinat à Daesh, une organisation d'assassins sans projet autre qu'un retour au khalifat médiéval et à la Charia.

C'est parce que S. Paty était un enseignant laïque français qui avait évoqué, entre autres, et dans le cadre d'un cours sur la liberté d'expression, le sujet des caricatures du prophète de l'Islam que ce jeune homme d'origine tchétchène a décidé d'en faire une cible, motivé par des échanges électroniques dans lesquels il y eut des mensonges pour le motiver.

Pendant les 10 jours qui ont précédé l'acte criminel, des représentants de l'Etat ont eu connaissance des accusations et de l'atmosphère de menace qui étaient imposées à Samuel : la direction de l'établissement, le Rectorat, la police. Dans le collège, un parent d'élève et un militant furent reçus, comme si leurs propos initiaux possédaient la moindre légitimité.

Aucune protection policière n'a été mise en place.

Une fois de plus, la hiérarchie a adopté le comportement d'une « médiation » bienveillante pour l'agresseur et sourdement malveillante à l'égard du professeur agressé; la question est même posée de savoir si l'institution n'a pas ordonné à S. Paty de confesser une "maladresse". Si c'était vérifié, cela justifierait la révocation sans merci des personnels hiérarchiques impliqués.

Si elle n'a pas exprimé un reproche explicite (l'habileté des cadres supérieurs...), la logique de l'Institution voulut qu'il fallait résoudre un conflit qui avait, selon elle, sa légitimité, et ce alors que le programme officiel de l'Education Nationale pour l'EMC y incite ostensiblement à enseigner sur la liberté d'expression, y compris en valorisant des caricatures de presse.

Les comportements des uns et des autres (un père de famille, le militant), leur propos, les appels téléphoniques pour menacer et Samuel et le collègue, étaient si clairs et graves que la Police aurait dû s'alerter, alors qu'elle n'avait pas hésité à "auditionner" Samuel, comme un possible délinquant qui devrait rendre des comptes.

Par exemple, le 14 octobre, la police a convoqué le père de famille, mais celui-ci ne s'est pas rendu au commissariat. Pour les citoyens qui sont extérieurs à l'Education Nationale, ils ont du mal à comprendre ce qui se passe dans les établissements.

Il faut donc clarifier les faits.

Pourquoi l'Institution n'a-t-elle pas clairement et fortement soutenu Samuel ? Parce que depuis plusieurs années, l'Education Nationale applique des "règles de management" qui ont toutes pour objet et effet d'affaiblir les enseignants, en les divisant, en les attaquant, en droit et en fait.

C'est aussi parce que les casseurs maastrichtiens successifs de l'Education Nationale n'ont cessé d'affaiblir, de contourner et d'attaquer le statut du fonctionnaire créé par Maurice Thorez en 1945 pour mettre les agents publics hors de portée des pressions politiques, religieuses et économiques de toutes sortes.

Ce management visant la privatisation est justement ce qui a été imposé aux ex-fonctionnaires de France-Telecom devenu Orange, avec les «*dommages collatéraux*» que l'on connaît, reconnus et sanctionnés par une décision judiciaire.

Le propos de la politique de l'Etat, exigée par l'Union Européenne, vise à :

- **diminuer le nombre d'enseignants, y compris en rapprochant le droit de l'Etat du droit privé pour pouvoir licencier**
- **diminuer les droits et prérogatives des enseignants**
- **bloquer les rémunérations, donc les faire diminuer, au regard de l'augmentation du coût des dépenses obligatoires**
- **diminuer les forces collectives des enseignants.**

Ce management est si violent qu'il a conduit des milliers d'enseignants à s'organiser de manière inédite, comme avec les Stylos Rouges, à dénoncer publiquement les injonctions et les affirmations contradictoires de l'EN avec des messages identifiés sur les réseaux sociaux comme avec le #pasdevague. **Dans les établissements, il est fréquent que des enseignant(e)s soient mis en cause par la hiérarchie, afin d'appliquer les principes de ce management néo-libéral.**

Aujourd'hui, Jean-Michel Blanquer se démasque en mettant en cause "*l'islamo-gauchisme*", expression qui vient de l'extrême-droite hyper-active sur les réseaux. **Les enseignant(e)s ne sont donc pas principalement attaqués par des fanatiques comme celui qui a assassiné Samuel Paty, mais par des fanatiques "libéraux", sans cesse excités par les patrons du "Point", qui veulent casser ce corps de fonctionnaires, parce qu'il est important, qu'il est "de gauche".** Les enseignant(e)s communistes y sont pratiquement exclus de toute expression, puisque le communisme historique est identifié au "totalitarisme".

Nous, enseignants communistes, nous existons et nous en sommes fiers.

Nous constatons que nous sommes attaqués par trois formes de radicalisme extrémiste :

- **l'extrême droite et la droite dure, classiques**, qui cultivent la xénophobie et la haine indiscriminée des "musulmans",
- **les euro-atlantistes débridés de LREM**, qui attaquent l'Education nationale depuis trois ans, par des lois, des mesures diverses (*la loi Blanquer, la réforme du Lycée/Bac, qui détruit le bac national et les disciplines scolaires, la réforme du Lycée professionnel, l'une des plus scandaleuses*),
- **l'extrême droite idéologique, du RN**, dont les membres actifs expriment quotidiennement leur haine contre les enseignant(e)s, ces "gauchistes", et l'extrême droite "religieuse".

Si les deux premières prétendent s'opposer à la dernière, nous ne sommes pas dupes : les uns ont besoin des autres.

Il faut voir avec quelles expressions sur leurs visages, les sourires, des membres ou des sympathisants du RN se sont exprimés dans les médias, qui les ont immédiatement sollicités, puisque, désormais, dans la France actuelle, l'extrême droite fascisante a micro ouvert et les communistes, notamment ceux du PRCF, sont interdits d'expression médiatique.

Le cynisme LREM vise à essentialiser les citoyens musulmans de manière à les faire taire, comme on nous fait taire, à les menacer, à les arrêter, sous des prétextes fallacieux, au motif de les confondre avec de vrais terroristes que l'Etat laisse rentrer et agir, quand il ne les exalte pas par antisoviétisme ou par russophobie (les fanatiques afghans ou tchéchène mués en "*combattants de la liberté*" par BHL et Cie...).

Dans quelques jours, ce sera la rentrée. L'offensive fascisante va continuer, va s'amplifier. **Nous invitons les collègues au discernement et à s'organiser, nationalement, alors que le gouvernement va continuer de les attaquer quand il prétendra les soutenir.**

Samuel Paty était un travailleur consciencieux, animé par la volonté de dialogue et par le souci de la raison. Les fanatiques qui prétendent vouloir défendre sa mémoire en voulant agresser voire même tuer des citoyens amalgamés aux terroristes ne doivent pas pouvoir instrumentaliser le crime qui lui a ôté la vie.

Nous en appelons à tous les enseignant(e)s qui ne sont pas affectés par la folie ambiante à se parler, à se soutenir, à s'organiser, à s'exprimer, ensemble, et nous proposons d'élaborer, pour la rentrée, un texte commun, à partir de vos propositions.

Nous invitons les citoyens de France à vraiment soutenir les enseignants, en ne confondant pas les mots et les actes : la majorité LREM a, ces jours-ci, des mots doux pour le monde enseignant et ses actes allaient jusque ici dans le sens contraire. La majorité entend aggraver les divisions par la diversion : alors que la situation économique et sociale est toujours plus grave, la majorité LREM nous invite à regarder ailleurs, à n'y plus penser.

Soyons souverains dans nos têtes ! Les enseignants n'ont pas besoin des «applaudissements de 17 h» et des discours grandiloquents de Macron: **ils ont besoin de la démission de Blanquer**, casseur en chef du lycée, du bac et des diplômes nationaux, du retrait total des réformes du lycée et du bac, du réemploi des personnels précaires congédiés par milliers, d'un protocole sanitaire sérieux (23% des contaminations Covid se font à l'école!), d'une augmentation des salaires bloqués depuis 2010, d'un abandon total de la contre-réforme des retraites, du retrait des poursuites disciplinaires contre les enseignants syndicalistes en lutte, et aussi de la **FIN DU HARCELEMENT DES MEDIAS DOMINANTS ET DES HIERARCHIES DE L'EDUCATION NATIONALE.**

Blanquer, Vallaud-Belkacem, Darcos et Cie, assez de «bienveillance» face aux comportements grossiers d'élèves et de parents, face aux menaces terroristes, RESPECT DE NOTRE METIER, DES DISCIPLINES SCOLAIRES, DU TRAVAIL ET DE LA PERSONNE MEME DE NOS COLLEGUES; pour cela, comptons avant tout sur nos luttes «tous ensemble en même temps» de l'école maternelle à l'Université! A moins de cela, les paroles larmoyantes adressées à la «communauté enseignante» n'auront été une fois de plus qu'un rideau de fumée.

La commission Education du PRCF

